

Programme lorsque nous avons pris le pouvoir. Comme il fallait s'y attendre, cette situation a donné naissance à toute une kyrielle de taxes et de programmes - le Programme d'encouragements pétroliers, le COSC, le TRPG. Tout cela est maintenant chose du passé.

Notre propre approche repose sur deux principes: premièrement, la coopération d'Ottawa avec les provinces et l'industrie et, deuxièmement, la reconnaissance du fait que les forces du marché constituent un fondement plus sûr que le contrôle de l'État sur lequel asseoir la politique énergétique.

Peu après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Mulroney a signé l'accord avec l'Ouest canadien. D'un seul trait ont été éliminées toute une série de taxes injustes et discriminatoires qui décourageaient les investisseurs. L'accord faisait également état de l'entente intervenue avec les provinces en vue d'éliminer progressivement le TRPG d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1989. Les deux parties se sont mises d'accord à ce sujet. Ces initiatives ont eu pour effet de réinjecter des milliards de dollars dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne. L'accord a libéré l'industrie de l'emprise du gouvernement tout en lui restituant les flux de liquidités qui sont pour elle gage de croissance, de d'investissement et d'emploi.

Par ailleurs, les développements survenus dans d'autres pays jettent une ombre sur les perspectives de l'industrie. Les problèmes ne doivent pas rester sans solution, mais ils ne doivent pas par ailleurs occulter le changement radical dans les attitudes et dans la façon de faire qui s'est opéré depuis l'élection du gouvernement Mulroney.

Quiconque a suivi l'évolution des relations fédérales-provinciales entre 1980 et 1984 sait que notre arrivée au pouvoir a amené à Ottawa un changement fondamental d'attitudes vis-à-vis du fédéralisme.

J'ai été plongé au coeur du débat constitutionnel. Je sais ce que M. Trudeau et le NPD cherchaient à faire, tout comme je sais quelles réactions extrêmes ces manoeuvres ont suscité ici. Tous les Canadiens de l'Ouest responsables ne peuvent que se réjouir de ce que cette époque soit révolue, de ce que cette intransigeance soit disparue et de ce qu'il y ait maintenant une volonté réelle de traiter l'Ouest canadien comme un partenaire à part entière dans la Confédération.